



**Francesco Cavatorta, Fabio Merone (eds.)**  
**.- *Salafism after the Arab Awakening.***  
***Contending with people's Power* (London:**  
**Hurst & Publishers, 2016), 352p.**

Cet ouvrage est publié presque une décennie après le colloque pionnier *Salafism as a Transnational Movement* qui s'était déroulé en septembre 2007 à l'Université de Nimègue (Pays-Bas), et qui devait donner lieu deux ans plus tard à l'ouvrage *Global Salafism* (Hurst & Publishers, 2009). Le présent ouvrage entend examiner les effets desdits "Printemps arabes" sur la situation de cette mouvance protéiforme dans les champs socio-religieux et socio-politiques du Proche-Orient (Égypte, Syrie, Jordanie, Yémen, du Golfe (Arabie Saoudite), et du Maghreb (Tunisie et Maroc). Outre un point de situation nécessaire à la suite des importants bouleversements politiques générés par les révoltes d'après 2011, ce volume contribue à combler une des (rares) lacunes de *Global Salafism* en intégrant, cette fois-ci, le Maghreb, trop souvent ignoré des ouvrages anglophones en sciences humaines de l'islam contemporain. Or la diffusion du salafisme en Afrique du Nord et les réponses récemment déployées par les États marocain, tunisien ou algérien (en particulier leurs ministères des affaires religieuses respectifs) sont notoires.

L'introduction de Cavatorta et Merone (1-6) s'ouvre d'ailleurs sur une référence à la chute de Zine el-Abidine Ben 'Ali point de départ d'importantes reconfigurations politiques dans la région MENA. D'un point de vue général, l'ouvrage relève un mouvement de politisation desdits "quiétistes" et même l'arrivée de mouvements salafistes sur les scènes publiques égyptienne, tunisienne et yéménite. Le but de l'ouvrage est de déterminer "quels types de politisation" précis sont à l'œuvre dans les différents contextes nationaux, quelles modalités d'engagements institutionnels ou sociaux ont été choisis par les salafistes et à quels types de débats idéologiques ils ont pu donner lieu entre les différentes tendances (3). L'ensemble espère offrir des matériaux à la fois empiriques et théoriques qui permettent de comprendre comment les mouvements de révoltes dans la région ont affecté la place du salafisme dans les différents échiquiers politiques, et comment ceux-ci tentent de tirer profit de ce sursaut populaire inattendu, qui leur a offert *nolens volens* un nouvel espace d'expression. Nous nous arrêterons particulièrement sur la première contribution (discussion autour des différentes catégories de salafisme), puis sur les cas égyptien, marocain et syrien, n'évoquant que plus brièvement les autres contributions pour satisfaire aux exigences de format prévu par le présent exercice.

Les co-directeurs ont d'abord pensé utile de placer en contribution inaugurale celle de Joas Wagemakers (7-24), revisitant la catégorisation tripartite du salafisme par Wiktorowicz (*purists, politicos, jihadis*) qui faisait plus ou moins force de loi jusqu'à présent. Après avoir formulé ses critiques, Wagemakers propose sa typologie.

Il voit chez lesdits “quiétistes” au moins trois sous-catégories: les “aloofists” (du verbe anglais *to aloof*, se tenir à l’écart), qui ne s’affichent jamais comme soutien du pouvoir. Il donne l’exemple du cheikh Al Albani. On trouve ensuite les “loyalist(e)s,” qui se refreignent aussi relativement, mais répondent favorablement aux demandes de soutien symbolique du gouvernant si nécessaire, tels Ibn Baz, et al Uthaymin, puis enfin les “propagandistes.” Viennent enfin ceux qui font sans ambages du soutien au pouvoir un quasi “article de foi (16).” C’est le cas de Rabi’ al Madkhali par exemple. De même, Wagemakers distingue par la suite deux sous-catégories de *politicos*: ceux qui fondent un parti et veulent investir le Parlement, tel le parti *Al Nour* en Egypte, et ceux qui participent directement à des débats politiques mais sans fonder de parti. Enfin, il développe un peu plus les différentes nuances de djihadisme, à partir de leurs usages hétérogènes de la notion (clé, selon lui) d’*al-Walā’ wa-l-Barā’* (qu’il traduit par “loyauté et désaveu,” et d’autres par “allégeance et rupture”). On ressort assez convaincu des effets concrets que peuvent induire les différentes conceptions de cette notion (tuer d’autres musulmans ou non, commettre des attentats de manière indifférenciée dans des espaces publics ou non, entrer en dialogue avec telle autre faction ou non etc., cf. 18-23).

C’est la première sous-catégorie de la seconde tendance proposée par Wagemakers –les *politicos* qui fondent un parti, soit les plus directement impliqués– qui est illustrée dans le second article, celui de Khalil al Anani, qui s’intéresse ici au parti *Al Nour* (25-42). Après avoir passé en revue un certain nombre de personnalités religieuses égyptiennes ayant contribué à la diffusion du salafisme, il en vient à la formation du parti politique à proprement parler, dont il montre le pragmatisme pour maximiser sur les plans symbolique et politique la chute de Moubarak. Mais Anani précise à la fin de son étude qu’ils ont déjà commencé à payer le prix de cet engagement et de cette volonté de maintien de leur position dans l’échiquier politique; l’opposition critique de toute part leur soutien au coup militaire et leur silence sur le sort des Frères musulmans (37-39). Se retournent également contre eux les critiques qu’ils formulaient à l’endroit des ulémas d’Al-Azhar, les désignant comme “Sheikhs du Sultan.” En outre des dissensions internes ont commencé à poindre dès 2013, et qui ont abouti au départ de membres pour fonder ledit *Watan Party*, nouvelle entité salafiste concurrente dans l’arène politique.

Suit un article d’Adham Saouli (43-60) qui explique le développement du salafisme au Liban principalement dans les zones urbaines de populations sunnites paupérisées (Tripoli, camps de réfugiés palestiniens, et Bekaa) pour contester la prégnance du Hezbollah. Il fait place à celui de Stéphane Lacroix sur les “dilemmes” des salafistes saoudiens à l’époque révolutionnaire (61-82), qui s’intéresse au rôle de la *Ṣaḥwa*, cette mouvance hybride issue d’une synthèse entre wahhabisme et frérisme, plutôt favorable aux révoltes (tels les shuyukh Salman al Awda ou Muhammad al ‘Arifi), et même soutien financier de groupes syriens armés. Moins connues sont en revanche les voix “islamo-libérales” que Lacroix mentionne ensuite; elles en appellent à l’établissement d’une véritable “monarchie constitutionnelle (65-67),” avant d’évoquer les ressources mobilisées par l’establishment saoudien pour répondre à ces contestations. On part ensuite pour un autre Royaume, celui du Maroc, plus directement touché par les effets des révoltes populaires de 2011 (83 à 98).

Mohammed Masbah confirme d'emblée que les salafistes marocains ont profité du Mouvement du 20 février 2011 pour pointer le bout de leur barbe sur la scène publique, chose qu'ils n'avaient pas fait depuis longtemps. En effet, 194 d'entre eux avaient été tenus par le pouvoir marocain pour responsables des attentats qui ont frappé Casablanca le 16 mai 2003, et emprisonnés. Il rappelle que le mouvement de 2011 a eu pour effet collatéral la libération progressive de ceux-ci et le retour du cheikh Maghraoui (exilé en Arabie Saoudite), qui s'est publiquement félicité des réformes constitutionnelles entreprises par le Palais. Néanmoins, le ministère de l'intérieur fermera quatre écoles coraniques du cheikh salafiste, désignées incompatibles avec les enseignements de l'islam officiel du Royaume chérifien. Ces éléments étant déjà largement documentés, plus intéressant est en revanche l'éclairage qui suit, sur les ruptures entre la jeune garde maghraouiste (Al Kannaj et Raffouch) et le vieux cheikh, à cause de leurs positions respectives sur les développements politiques égyptiens, les premiers dénonçant le coup militaire anti-Frères Musulmans avec le soutien coupable du parti *Al Nour*, le second se félicitant de la fin de règne précipitée de Morsi (87). Les arguties du revirement néo-loyaliste de Fizazi sont ensuite passées en revue, où l'on voit bien la labilité d'un crédo idéologico-religieux en fonction du contexte politique. Ce dernier est allé jusqu'à reconnaître la qualité d'*Amir al Mou'minine* du souverain marocain, chose impensable il y a encore dix ans. D'autres figures, comme Abou Hafis et Kettani, ont donné au Palais des gages de malikisme plutôt que d'insister –publiquement en tout cas– sur leurs orientations hanbalo-wahhabites. Ceci laisse supposer que la politique sécuritaire du Maroc a nettement contribué à une forme de “modération” au sein de la mouvance salafiste marocaine, même si l'auteur indique plus loin que ces facteurs sont multiples (94). Pour éclairer la problématique des liens transnationaux évoqués dans l'introduction du volume, on aurait souhaité que l'auteur s'intéressât aux effets éventuels de l'alliance diplomatique entre le Royaume chérifien et celui des Saoud. Des messages ont-ils été envoyés aux têtes de gondoles salafistes marocaines par la maison-mère saoudienne, sur demande makhzénienne? Information certes difficile à vérifier, sauf à disposer d'un accès direct à des sources étatiques internes.

Judit Kushnitski propose ensuite une approche très détaillée de la montée en puissance de la *Rashad Union* dans le contexte du Yémen postrévolutionnaire, où ils se font sans surprise les champions de la lutte contre ladite hétérodoxie zaydite (99-118), tout en s'opposant à la violence de l'AQPA. Puis c'est Wagemakers qui reprend derechef la plume, sur son aire de prédilection cette fois, la Jordanie, en présentant la trajectoire et les projets de la *Jam'iyyat al-Kitābwa-l Sunna* (119-135). La Syrie est peut-être l'endroit de la région MENA où le salafisme s'est le plus développé depuis 2011, dans le contexte de guerre civile que l'on sait. La contribution de Thomas Pierret (137-153) nous aide à démêler l'écheveau complexe de mouvements islamistes armés qui s'est tissé. Car outre *Jabhat al Nosra* et l'*EI* (qui fusionneront en avril 2013 pour aboutir au groupe terroriste que l'on connaît sous l'acronyme Daesh), trois autres groupes impliqués dans le conflit armé dès 2012 peuvent être considérés comme salafistes: *Ahrār al Shām*, *Jeish al Islām* et *Şuqūr al-Shām* (137). Les différences entre *Ahrār al Shām* (qui englobera la *Jabhat al-Islāmiyyat al-Sūriyya*/Front Islamique Syrien) et Al Nosra se font jour; pas de

rattachement à une organisation transnationale pour les premiers, allégeance à Al Qaeda pour les seconds, acceptation relative des autres tendances de l'opposition armée syrienne pour les premiers, condamnation de l'opposition non salafiste pour les seconds, usage du drapeau syrien plutôt que du drapeau djihadiste par les premiers, etc. Sur le plan du soutien matériel, des liens entre *Ahrār al Shām* et les services turcs sont évoqués, ainsi que des financements provenant de Qatar Charity ou de salafistes koweïtiens. L'auteur décrit plus avant l'offre de groupes armés islamiques en Syrie, en expliquant la structuration de *Jabhat Taḥrīr Suriyyā al-Islāmiyya* (Front Islamique de Libération Syrienne), qui amalgame plusieurs factions locales (d'Idlib, Homs, Damas et Alep). En avril 2013, l'alliance de l'EI (sous les auspices d'Abu Bakr al Baghdadi) avec Al Nosra a complexifié encore un peu plus ce canevas et attiré, par son discours eschatologique et transnational, de nombreux combattants étrangers. Mais par sa radicalité (assassinat de membres d'*Ahrār al Shām*, d'un émir de Raqqa, excommunication de la Coalition nationale, de l'Armée Syrienne Libre, du Qatar, de l'Arabie Saoudite...), l'EI va s'isoler. En conclusion, Pierret reconstruit pour ainsi dire la typologie des différentes tendances du salafisme à partir du tableau de la réalité syrienne qu'il vient de dresser, laissant ouverte la possibilité d'adaptation future de cette sensibilité hétérogène, comme elle s'en est montrée capable en 2011. La présente méthode paraît plus satisfaisante que celle consistant à appliquer *priori* une typologie sur une réalité, *a fortiori* quand celle-ci est aussi complexe, conflictuelle et mouvante que la Syrie actuelle.

Le volume comporte également deux contributions sur le salafisme dans cette mère patrie des révoltes qu'est la Tunisie, avec un article de Stefano Torelli (155-168) qui se focalise sur le mouvement radical *Anṣār al-sharī'a*, bénéficiaire direct de l'instabilité politique ayant fait suite à la chute de Ben Ali, et un autre sur l'activisme des femmes salafistes (sujet peu étudié) à Tunis, signé Iris Kolman (187-203). Le dernier pays traité est le Koweït, dont Zoltan Pall restitue principalement des débats théologico-canoniques au sein de la mouvance.

L'ensemble est clos par deux dernières contributions en forme de synthèse et d'ouverture. Laurent Bonnefoy reconnaît que ledit "Printemps arabe" signe le succès de la catégorie du salafisme politique mais pointe une relative stabilité chez lesdits quiétistes, à partir de multiples exemples (169-186). On retient enfin de la conclusion de Roel Meijer que malgré leurs préventions théologico-canoniques en la matière, les salafistes ne s'interdisent finalement aucune forme de rapport au politique ("Jihadi-politico," "Jihadi-quietist," "Quietist-politico" etc., 220) en fonction des circonstances et des opportunités qui s'offrent à eux de diffuser leur vision de l'islam et du monde. Ce volume constitue bien une suite et une actualisation nécessaire de l'*opus magnum* inaugural *Global Salafism* (op.cit.). Un troisième volume sur le salafisme post-daesh (stratégies de démarcation, réponses à la crispation des régimes sécuritaires ou même démocratiques à leur endroit, suspicions populaires etc.) pourrait désormais s'avérer opportun.

**Cédric Baylocq**

Anthropologue, chercheur associé  
au LAM, IEP de Bordeaux